



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Annual Report on the *Privacy Act* 2024-2025

Rapport annuel concernant la *Loi sur la protection des renseignements personnels* 2024 à 2025



Canada 

ISSN 2563-3104

Key title: Annual report on the *Privacy Act*
2024-2025 (Canada Energy Regulator)
[Bilingual document].

Variant title: Rapport annuel concernant la *Loi*
sur la protection des renseignements
personnels 2024-2025

© His Majesty the King in Right of Canada as
represented by the Canada Energy Regulator
2025

GoC Cat. NE2-26/2-PDF

This report is published in both official
languages. This publication is available upon
request in multiple formats.

For further information, please contact :
Canada Energy Regulator
517 Tenth Avenue S.W.
Calgary, Alberta T2R 0A8
Fax: 403-292-5503
Phone: 403-292-4800
1-800-899-1265
Internet: <http://www.cer-rec.gc.ca>

Printed in Canada

ISSN 2563-3104

Titre-clé : Rapport annuel 2024-2025
concernant la *Loi sur la protection des*
renseignements personnels (Régie de l'énergie
du Canada)
[Document bilingue]
Variante du titre : Annual report on the
Privacy Act 2024-2025

© Sa Majesté le Roi de droit du Canada
représenté par la Régie de l'énergie du Canada
2025

GC, cat. NE2-26/2-PDF

Le rapport est publié dans les deux langues
officielles, sur supports multiples. Il est possible
d'en obtenir un exemplaire sur demande.

Renseignements :
Régie de l'énergie du Canada
517, Dixième Avenue S.-O.
Calgary (Alberta) T2R 0A8
Télécopieur : 403-292-5503
Téléphone : 403-292-4800
1-800-899-1265
Site Web : <http://www.cer-rec.gc.ca>

Imprimé au Canada

Annual Report on the *Privacy Act* 2024-2025

Rapport annuel concernant la *Loi sur la protection des renseignements personnels* 2024-2025

About the Canada Energy Regulator

The Canada Energy Regulator (CER) regulates interprovincial and international pipelines and powerlines, offshore renewable energy projects, oil and natural gas operations in frontier areas, and energy trade. The CER's mission is regulating infrastructure in a way that prevents harm and ensures the safe, reliable, competitive and environmentally sustainable delivery of energy to Canada and the world. We recognize and respect the inherent and constitutionally protected rights of First Nations, Inuit and Métis. We provide energy information and analysis that informs and supports Canada's transition towards a net zero future. The Minister of Energy and Natural Resources is responsible for this organization.

For more information about the CER please visit our [website](#).

À propos de la Régie de l'énergie du Canada

La Régie de l'énergie du Canada réglemente les pipelines et les lignes de transport d'électricité interprovinciaux et internationaux, les projets d'énergie renouvelable extracôtière, les activités pétrolières ou gazières sur les terres domaniales et le commerce de l'énergie. Sa mission consiste à assurer une réglementation pour prévenir les préjudices et s'assurer que l'énergie est acheminée de manière sécuritaire, fiable, concurrentielle et durable sur le plan de l'environnement partout au Canada et ailleurs dans le monde. Elle reconnaît et respecte les droits inhérents et protégés par la Constitution des Premières Nations, des Inuits et des Métis. Elle fournit de l'information et des analyses pertinentes en matière d'énergie pour expliquer et soutenir la transition du Canada vers un avenir carboneutre. Elle relève du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Pour un complément d'information sur la Régie, consultez son [site Web](#)

The Privacy Act

The Privacy Act (the Act) gives individuals the right of access to information about themselves held by the federal government, with certain specific and limited exceptions. The Act protects an individual's privacy by setting out provisions related to the collection, retention, use and disclosure of personal information.

In accordance with section 72 of the Act, the head of every federal institution is required to submit an Annual Report to Parliament on the administration of the Act following the close of each fiscal year. The Annual Reports are then tabled in Parliament pursuant to section 72 of the Act. This report describes how the CER fulfilled its privacy responsibilities during the fiscal year 2024-2025.

Organizational Structure

Privacy requests at the CER are processed by the Access to Information and Privacy (ATIP) Office, which is part of the Open Government Team. The Open Government Team reports to the Vice President (VP), Data and Information Management, who is the primary delegated ATIP Coordinator. As of the end of 2024-2025, the CER had four full-time ATIP Officers who allocated their time to activities related to the Act.

Loi sur la Protection des renseignements personnels

La Loi sur la protection des renseignements personnels (la « Loi ») accorde au public canadien un droit d'accès aux renseignements détenus par le gouvernement fédéral à leur sujet, sous réserve de certaines exceptions particulières. Elle protège les renseignements personnels au moyen de dispositions concernant la collecte, la conservation, l'utilisation et la communication de ceux-ci.

Conformément à l'article 72 de la Loi, le responsable de chaque institution fédérale établit chaque année un rapport sur l'administration de la Loi après la clôture de chaque exercice. Ce rapport annuel est déposé devant le Parlement aux termes de ce même article. Le présent rapport décrit comment la Régie de l'énergie du Canada s'est acquittée de ses responsabilités en matière de protection des renseignements personnels durant l'exercice 2024-2025.

Structure organisationnelle

Les demandes de communication de renseignements personnels présentées à la Régie sont traitées par le bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (« AIPRP »), qui est rattaché à l'équipe du gouvernement ouvert. Ce bureau relève du vice-président de la gestion des données et de l'information, qui agit à titre de coordonnateur principal délégué de l'AIPRP. À la fin de l'exercice 2024-2025, la Régie comptait quatre agents d'AIPRP à temps plein, se consacrant aux activités reliées à la Loi.

Privacy requests are received primarily through two channels; e-mail and the ATIP Online Request Service (AORT). Requests are also occasionally received through the mail. Requests received through the mail are logged into the CER's records management system by the Records Management team and then forwarded to the ATIP Office.

The CER was not party to any service agreements under section 73.1 of the *Privacy Act* during the reporting period.

Delegation Order

The CER Act designates the CER Chief Executive Officer (CEO) with the authority to exercise the powers, duties, and functions of the Act. The CEO has historically subdelegated this authority. The ATIP team reports to the VP Data and Information Management to whom the CER CEO's authority under the Act has been delegated.

Les demandes de communication de renseignements personnels sont le plus souvent transmises à la Régie par courriel et par le service de Demande d'AIPRP en ligne et, à l'occasion, par la poste. Dans de tels cas, elles sont entrées dans le système de gestion des documents de la Régie par l'équipe responsable, avant d'être acheminées au bureau de l'AIPRP.

Pendant la période visée par le rapport, la Régie n'était partie à aucune entente de services aux termes de l'article 73.1 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Ordonnance de délégation de pouvoirs

La *Loi sur la Régie canadienne de l'énergie* confère à la présidente-directrice générale l'autorité nécessaire pour exercer les pouvoirs et les attributions prévus dans la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. De tout temps, la présidente-directrice générale a délégué ces pouvoirs. L'équipe de l'AIPRP relève du vice-président de la gestion des données et de l'information, à qui sont délégués les pouvoirs de la présidente-directrice générale en vertu de la Loi.

The delegation did not change from the previous reporting year. Under the current order, four Executive positions have been delegated full authority under the Act. They are the VP, Data and Information Management (primary ATIP Coordinator), the VP, People and Workforce, VP Secretary of the Commission and VP Communications and Engagement (alternate ATIP Coordinators). The Director of Open Government has also been delegated full authority (last resort ATIP Coordinator). The Group Leader ATIP has limited authorization under section 9. From an operational standpoint, granting these authorities to six individuals ensures that files can be reviewed and signed-off without undue delay.

See annex B for a copy of the delegation orders.

La délégation des pouvoirs n'a pas changé depuis l'exercice précédent. Aux termes de l'ordonnance actuellement en vigueur, les pouvoirs conférés par la Loi ont été délégués à quatre cadres supérieurs, soit le vice-président de la gestion des données et de l'information (coordonnateur principal de l'AIPRP), la vice-présidente du soutien au personnel et aux effectifs, la vice-présidente et secrétaire de la Commission et le vice-président des communications et de la mobilisation (coordonnateurs auxiliaires de l'AIPRP). La directrice du gouvernement ouvert s'est également vu conférer de pleins pouvoirs à titre de coordonnatrice de dernier recours de l'AIPRP. La chef du groupe de l'AIPRP possède un pouvoir d'autorisation limité en vertu de l'article 9. Sur le plan opérationnel, la délégation des pouvoirs à six personnes assure le traitement et la conclusion des dossiers sans retard indu.

Une copie des ordonnances de délégation se trouve à l'annexe B.

Performance 2024-2025

In 2024-2025, the CER received six new requests under the Act and carried forward one outstanding request from the previous reporting period.

Rendement pour 2024-2025

En 2024-2025, la Régie a reçu six nouvelles demandes au titre de la Loi et a reporté une demande de la période précédente.

Of the four closed requests to which responses were given during this period, one request or 25% was completed within the legislated 30-day timeline. Two requests or 50% were completed within 60 days, and one file required extension due to the large volume of documents requested.

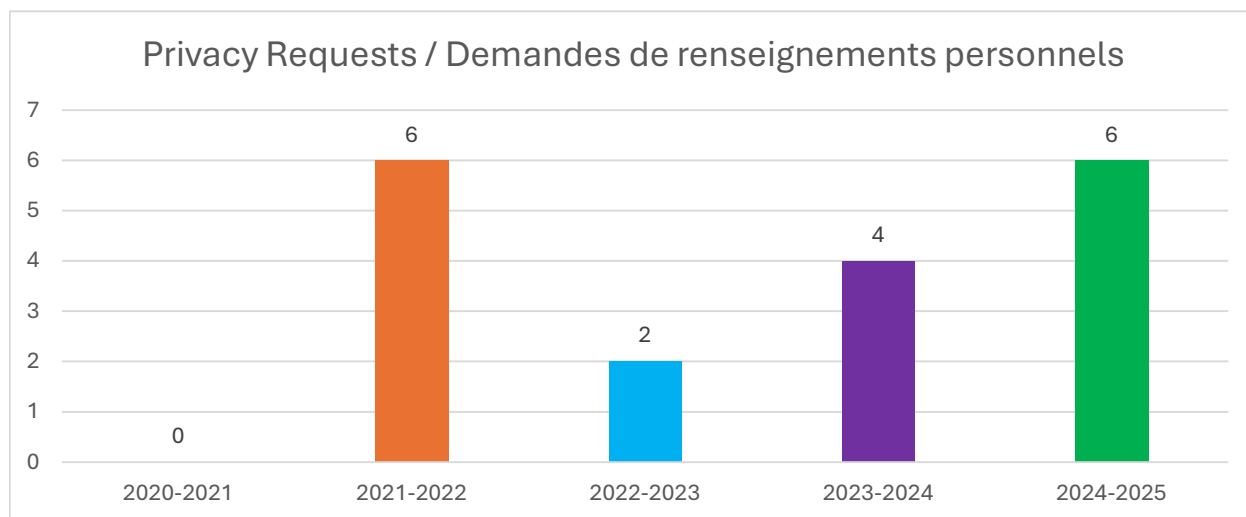
Des quatre demandes fermées ayant obtenu une réponse au cours de la période, une (25%) a été traitée dans le délai de 30 jours prescrit par la Loi, deux (50%) ont été conclues en 60 jours, et une a nécessité une prolongation en raison du volume important de documents demandés.

As of the last day of the reporting period, three requests remained outstanding from the 2024-2025 fiscal year with one still within legislated timelines.

Au dernier jour de la période de rapport, trois demandes de l'exercice 2024-2025 étaient encore sans réponse, dont une respectant le délai prescrit par la Loi.

Over the last five years the CER has received very few privacy requests. The four requests that were closed this fiscal year resulted in 1165 pages being processed and 779 pages being released.

Au cours des cinq dernières années, la Régie a reçu très peu de demandes de communication de renseignements personnels. Les quatre demandes reçues au cours de l'exercice visé aux présentes ont donné lieu au traitement de 1165 pages et à la communication de 779 pages.



The CER did not receive any consultations from other institutions or organizations.

During 2024-2025, the CER ATIP Office incurred \$44,172 in salary costs to administer the Act and an additional \$39,984 for a professional services contract, for a total of \$84,156.

In 2024-2025, the CER closed four privacy requests. Of the requests closed during the reporting period, all 100% were disclosed in part.

During 2024-2025 most work was completed remotely with minimal disruption. Processing times continued to be hindered by outdated ATIP redaction and case management software. The ATIPXpress software as a service is scheduled to be in place in early 2025-2026. The new software will improve processing times as it will automate de-duplication.

See annex A for further statistical information.

La Régie n'a reçu aucune demande de consultation d'autres institutions ou organisations.

Pour l'exercice 2024-2025, le bureau de l'AIPRP de la Régie a dépensé 44 172\$ en salaires pour la gestion de la Loi et 39,984\$ de plus pour un marché de services professionnels, pour un total de 84 156\$.

Durant l'exercice 2024-2025, la Régie a conclu quatre demandes de renseignements personnels. Dans 100% des cas, le documents demandés n'ont été divulgués qu'en partie.

Au cours de l'exercice 2024-2025, la plupart des tâches ont été accomplies à distance avec un minimum de dérangements. La désuétude du logiciel de caviardage et de gestion des dossiers a continué de se répercuter sur les délais de traitement. Selon l'échancier, le logiciel en tant que service ATIPXpress sera mis en service au début de la période 2025-2026. Ce logiciel permettra de réduire le temps de traitement en automatisant la recherche de doublons.

Pour plus de statistiques, veuillez consulter l'annexe A.

Training and Awareness

Training continues to be an area of focus for the CER ATIP Office. In 2024-2025, the ATIP Office contracted three targeted training sessions for the Commissioners, Senior Management and ATIP Practitioners. The hybrid work environment and new technologies continued status quo through to March 31, 2025.

Formation et sensibilisation

Le bureau de l'AIPRP de la Régie continue de porter un intérêt particulier à la formation. En 2024-2025, il a conclu un marché visant trois séances de formation ciblée pour les commissaires, la haute direction et les spécialistes. Le milieu de travail hybride et l'adoption de nouvelles technologies se sont poursuivis jusqu'au 31 mars 2025.

During 2024-2025, the CER continued to require that all CER staff and contractors successfully pass the Access to Information and Privacy Fundamentals – COR502 course offered by the Canada School of Public Service (CSPS). During this reporting period, 51 CER employees and contractors registered for the course with all completing it successfully.

Training also focused heavily on employees' obligations under the *Privacy Act* with respect to protection of personal information. There was a slight increase in privacy breaches due in part to training and efforts to increase awareness board wide.

In this regard, the CER also reviewed its internal privacy breach procedures and practices to ensure CER staff are aware of their obligations in the event of a privacy breach. The CER uses Treasury Board Secretariat of Canada' privacy breach management procedures and available suite of tools to assist in managing breaches.

Policies, Guidelines, Procedures and Initiatives

Documentation and training materials on the CER ATIP program were updated and made available through the corporate dashboard, along with links to other materials, such as the Acts, Treasury Board Secretariat of Canada policies and guidance documents, and a range of information management and guidance tools.

En 2024-2025, la Régie a continué d'exiger que tous ses employés et entrepreneurs suivent un cours de base sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels (COR502), offert par l'École de la fonction publique du Canada. Ainsi, 51 employés et entrepreneurs de la Régie se sont inscrits à ce cours, qu'ils ont tous réussi.

La formation a aussi beaucoup porté sur les obligations des employés qui sont prévues par la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Le nombre d'atteintes à la vie privée a légèrement augmenté durant la période, en partie en raison de la formation et des efforts déployés pour accroître la sensibilisation à la grandeur de l'organisation.

À cet égard, la Régie a aussi revu ses méthodes et ses pratiques internes pour s'assurer que son personnel connaît bien ses obligations lorsqu'il y a atteinte à la vie privée. Elle a adopté les procédures de gestion des atteintes à la vie privée du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, et utilise les outils à sa disposition pour ce faire.

Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives

La documentation et le matériel de formation du programme de l'AIPRP à la Régie ont été mis à jour et rendus accessibles dans son portail des processus, où on trouve aussi des liens menant aux lois, politiques et lignes directrices du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ainsi qu'à tout un éventail d'outils d'orientation et de gestion de l'information.

The CER continued to examine its ATIP Program and all procedures to enable continuous improvement and to identify opportunities for efficiencies in processing access to information and privacy requests.

Initiatives and Projects to Improve Privacy

During 2024–2025, active participation on the departmental Change Advisory Review Board by the Director of Open Government has increased awareness of Privacy Impact Assessments and their purpose.

The CER is currently reviewing its processes for completing privacy impact assessments, to ensure that these are completed in a timely manner and the summaries properly posted on the CER website.

The service as a software ATIPXpress has been acquired and is scheduled to be in place in early 2025-26, to improve processing times and take advantage of de-duplication capabilities.

La Régie a poursuivi l'examen de ses programmes et de toutes ses procédures d'AIPRP en vue de les améliorer et de relever les occasions d'accroître son efficacité dans le traitement des demandes d'accès à l'information et de communication de renseignements personnels.

Initiatives et projets visant à améliorer la protection des renseignements personnels

Au cours de la période 2024-2025, la participation active de la directrice du gouvernement ouvert au Comité consultatif ministériel d'examen des changements a accru la sensibilisation aux évaluations des facteurs relatifs à la vie privée et à leur objectif.

La Régie examine actuellement ses processus d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée pour s'assurer qu'ils sont menés à terme dans les meilleurs délais et que les résumés sont affichés correctement sur son site Web.

Le logiciel en tant que services ATIPXpress a été acquis et devrait être en place au début de 2025-2026 afin d'améliorer les délais de traitement et tirer parti de l'automatisation de la recherche des doublons.

Summary of Key Issues and Actions Taken on Complaints

During 2024–2025, there were three new complaints registered and established as founded. The ATIP Office discussed complaint procedures with the Office of the Privacy Commissioner to gain insight as well as understanding expectations for the handling of large volume requests.

The CER will continue to work closely with the Office of the Privacy Commissioner to resolve any future complaints in a timely and efficient manner.

No appeals were made to the Federal Court of Canada during 2024–2025.

Monitoring Compliance

For requests received in 2024-2025, the CER achieved a completion rate of 75%. The CER processed a total of 1165 pages and disclosed 779 pages to requesters.

The Director Open Government meets weekly with the ATIP Team for full case reviews. This includes discussions regarding technical issues, status/progress updates and the timeliness of processing requests.

These findings are regularly communicated to the ATIP Coordinator. All requests are tracked in a central repository reviewed and updated weekly, as well as shared with the Senior Management Committee.

Résumé des principaux enjeux et des mesures prises à la suite de plaintes

Durant l'exercice 2024-2025, trois nouvelles plaintes ont été enregistrées et avérées. Le bureau de l'AIPRP a discuté de la procédure de traitement des plaintes avec le Commissariat à la protection de la vie privée afin de mieux comprendre le processus et les attentes relatives au traitement des demandes à grand volume.

La Régie continuera à collaborer étroitement avec le Commissariat afin de résoudre rapidement et efficacement les plaintes.

Aucun appel n'a été interjeté à la Cour fédérale du Canada durant l'exercice 2024-2025.

Surveillance de la conformité

Pour ce qui est des demandes reçues en 2024-2025, la Régie est parvenue à en traiter 75%. Elle a examiné 1165 pages au total et en a divulgué 779 aux demandeurs.

Le directeur du gouvernement ouvert rencontre chaque semaine l'équipe des agents de l'AIPRP pour passer en revue tous les dossiers. Ces rencontres donnent lieu à des discussions sur des questions techniques, des mises à jour sur l'état d'avancement et la rapidité de traitement des demandes.

Les constats qui s'en dégagent sont communiqués régulièrement au coordonnateur de l'AIPRP. Toutes les demandes font l'objet d'un suivi depuis un dépôt central, sont examinées et mises à jour chaque semaine, le comité de la haute direction est ensuite mis au courant.

Monthly statistical reports are provided by the ATIP Team to the Director of Open Government. These statistics are presented to the ATIP Coordinator responsible for the oversight of the ATIP program.

Material Privacy Breaches

There were four privacy breach investigations completed by the CER's ATIP Office during 2024-2025. The four incidents involved emails containing personal information being distributed to incorrect recipients or more recipients than necessary. One incident was determined to be a non-material breach and in a second incident it was determined there was no breach. Two more incidents were treated as privacy breaches due to the visibility of the subject line however it was determined that no breach occurred of the contents or associated attachments. The CER has created a culture of safety and continuous learning when reporting a potential privacy breach as evidenced by three investigations being internally initiated.

The ATIP Office applied the Treasury Board Secretariat of Canada's privacy breach management procedures and worked with the relevant Office of Primary Interest and ATIP Coordinator to identify and implement administrative measures to mitigate the potential for future incidents. This has helped the CER improve its handling and classification of personal information, as well as its information management practices.

L'équipe de l'AIPRP remet des rapports statistiques mensuels à la directrice du gouvernement ouvert. Ces statistiques sont présentées au coordonnateur de l'AIPRP, qui est responsable de la surveillance du programme.

Atteintes importantes à la vie privée

En 2024-2025, quatre incidents liés à la protection des renseignements personnels ont été signalés au bureau de l'AIPRP. Les quatre incidents portaient sur des courriels renfermant des renseignements personnels et qui ont été envoyés au mauvais destinataire ou à un plus grand nombre de destinataires que nécessaire. Un de ces incidents a été évalué comme étant une atteinte mineure et un autre, comme n'étant pas une atteinte. Les deux autres incidents ont été traités comme des atteintes à la vie privées en raison de la visibilité de l'objet, mais il a été déterminé que ni le contenu ni les pièces jointes ne constituaient une atteinte. La Régie a instauré une culture de sécurité et d'apprentissage continu en réaction au signalement d'une atteinte potentielle à la vie privée, comme en témoignent les trois enquêtes menées à l'interne.

Le bureau de l'AIPRP a appliqué la procédure de gestion des atteintes à la vie privée du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Il a en outre collaboré avec le bureau de première responsabilité et le coordonnateur de l'AIPRP pour déterminer et mettre en œuvre des mesures administratives visant à atténuer le risque que d'autres incidents se produisent. Cette procédure a aidé la Régie à améliorer la manipulation et la classification des renseignements personnels, de même que ses pratiques de gestion de l'information.

Privacy Impact Assessments

During the 2024-25 reporting period, no privacy impact assessments were completed.

The CER posts summaries of completed privacy impact assessments on the web and forwards copies of completed assessment reports to the Office of the Privacy Commissioner, [Privacy Impact Assessment Summaries](#).

Public Interest Disclosures

The CER did not disclose any personal information under paragraphs 8(2)(e) or (m) of the *Privacy Act*.

Évaluations d'impact liées aux renseignements personnels

Pendant l'exercice 2024-2025, aucune évaluation des facteurs relatifs à la vie privée n'a été effectuée.

La Régie publie des résumés des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée sur son site Web ([Sommaires des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée](#)) et envoie des copies de ses rapports d'évaluation au Commissariat à la protection de la vie privée,.

Communications dans l'intérêt public

En application de l'alinéa 8(2)(m) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, la Régie n'a communiqué aucun renseignement personnel.

Annex A Statistical Information

Annexe A Renseignements statistiques

Statistical Report on the *Privacy Act*

Name of institution:

Canada Energy Regulator

Reporting period:

4/1/2024 to 3/31/2025

Section 1: Requests Under the *Privacy Act*

1.1 Number of requests received

		Number of Requests
Received during reporting period		6
Outstanding from previous reporting periods		1
• Outstanding from previous reporting period	1	
• Outstanding from more than one reporting period	0	
Total		7
Closed during reporting period		4
Carried over to next reporting period		3
• Carried over within legislated timeline	0	
• Carried over beyond legislated timeline	3	

1.2 Channels of requests

Source	Number of Requests
Online	6
E-mail	0
Mail	0
In person	0
Phone	0
Fax	0
Total	6

Section 2: Informal requests

2.1 Number of informal requests

		Number of Requests
Received during reporting period		0
Outstanding from previous reporting periods		0
• Outstanding from previous reporting period	0	
• Outstanding from more than one reporting period	0	
Total		0
Closed during reporting period		0
Carried over to next reporting period		0

2.2 Channels of informal requests

Source	Number of Requests
Online	0
E-mail	0
Mail	0
In person	0
Phone	0
Fax	0
Total	0

2.3 Completion time of informal requests

Completion Time				
	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days
0 to 15 Days	0	0	0	0
0	0	0	0	0

2.4 Pages released informally

Less Than 100 Pages Released	100-500 Pages Released	501-1000 Pages Released	1001-5000 Pages Released	More Than 5000 Pages Released
Number of Requests	Number of Requests	Number of Requests	Number of Requests	Number of Requests
0	0	0	0	0
0	0	0	0	0

Section 3: Requests Closed During the Reporting Period**3.1 Disposition and completion time**

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	0 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	1	2	0	0	1	0	4
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	1	2	0	0	1	0	4

3.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
18(2)	0	22(1)(a)(i)	0	23(a)	0
19(1)(a)	0	22(1)(a)(ii)	0	23(b)	0
19(1)(b)	0	22(1)(a)(iii)	0	24(a)	0
19(1)(c)	0	22(1)(b)	1	24(b)	0
19(1)(d)	0	22(1)(c)	0	25	0
19(1)(e)	1	22(2)	0	26	3
19(1)(f)	1	22.1	0	27	1
20	0	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
		22.4	0		

3.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
69(1)(a)	0	70(1)	0	70(1)(d)	0
69(1)(b)	0	70(1)(a)	0	70(1)(e)	0
69.1	0	70(1)(b)	0	70(1)(f)	0
		70(1)(c)	0	70.1	0

3.4 Format of information released

Paper	Electronic			
	E-record	Data set	Video	Audio
1	3	0	0	0
Other		0		

3.5 Complexity

3.5.1 Relevant pages processed and disclosed for paper, e-record and dataset format

Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
1165	779	4

3.5.2 Relevant pages processed per request disposition for paper, e-record and dataset formats by size of requests

Disposition	Less Than 100		100-500		501-1000		1001-5000		More Than 5000	
	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	1	5	2	468	1	692	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1	5	2	468	1	692	0	0	0	0

3.5.3 Relevant minutes processed and disclosed for audio formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

3.5.4 Relevant minutes processed per request disposition for audio formats by size of requests

Disposition	Less than 60 Minutes processed		60-120 Minutes processed		More than 120 Minutes processed	
	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.5 Relevant minutes processed and disclosed for video formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

3.5.6 Relevant minutes processed per request disposition for video formats by size of requests

Disposition	Less than 60 Minutes processed		60-120 Minutes processed		More than 120 Minutes processed	
	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.7 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Legal Advice Sought	Interwoven Information	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	2	1	1	4
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0
Total	0	2	1	1	4

3.6 Closed requests

3.6.1 Number of requests closed within legislated timelines

Number of requests closed within legislated timelines	3
Percentage of requests closed within legislated timelines (%)	75

3.7 Deemed refusals

3.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

Number of requests closed past the legislated timelines	Principal Reason		
	Interference with operations / Workload	External Consultation	Internal Consultation
1	1	0	0
			Other
			0

3.7.2 Request closed beyond legislated timelines (including any extension taken)

Number of days past legislated timelines	Number of requests past legislated timeline where no extension was taken	Number of requests past legislated timeline where an extension was taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	1	1
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
Total	0	1	1

3.8 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4: Disclosures Under Subsections 8(2) and 8(5)

Paragraph 8(2)(e)	Paragraph 8(2)(m)	Subsection 8(5)	Total
0	0	0	0

Section 5: Requests for Correction of Personal Information and Notations

Disposition for Correction Requests Received		Number
Notations attached		0
Requests for correction accepted		0
Total		0

Section 6: Extensions**6.1 Reasons for extensions**

	15(a)(i) Interference with operations				15 (a)(ii) Consultation			15(b) Translation purposes or conversion
	Further review required to determine exemptions	Large volume of pages	Large volume of requests	Documents are difficult to obtain	Cabinet Confidence (Section 70)	External	Internal	
Number of extensions taken	2	1	0	0	0	0	0	0
3								

6.2 Length of extensions

	15(a)(i) Interference with operations				15 (a)(ii) Consultation			15(b) Translation purposes or conversion
	Further review required to determine exemptions	Large volume of pages	Large volume of requests	Documents are difficult to obtain	Cabinet Confidence (Section 70)	External	Internal	
Length of Extensions	0		0	0	0	0	0	0
1 to 15 days	2	1	0	0	0	0	0	0
16 to 30 days								
31 days or greater								
Total	2	1	0	0	0	0	0	0

Section 7: Consultations Received From Other Institutions and Organizations

7.1 Consultations received from other Government of Canada institutions and other organizations

Consultations	Other Government of Canada Institutions	Number of Pages to Review	Other Organizations	Number of Pages to Review
Received during the reporting period	0	0	0	0
Outstanding from the previous reporting period	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Closed during the reporting period	0	0	0	0
Carried over within negotiated timelines	0	0	0	0
Carried over beyond negotiated timelines	0	0	0	0

7.2 Recommendations and completion time for consultations received from other Government of Canada institutions

Recommendation	Number of Days Required to Complete Consultation Requests					Total
	0 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

7.3 Recommendations and completion time for consultations received from other organizations outside the Government of Canada

Recommendation	Number of days required to complete consultation requests					Total
	0 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

Section 8: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

8.1 Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		100-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

8.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		100-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 9: Complaints and Investigations Notices Received

Section 31	Section 33	Section 35	Court action	Total
0	3	0	0	3

Section 10: Privacy Impact Assessments (PIAs) and Personal Information Banks (PIBs)

10.1 Privacy Impact Assessments

Number of PIAs completed	0
Number of PIAs modified	0

10.2 Institution-specific and Central Personal Information Banks

Personal Information Banks	Active	Created	Terminated	Modified
Institution-specific	2	0	0	0
Central	0	0	0	0
Total	2	0	0	0

Section 11: Privacy Breaches

11.1 Material Privacy Breaches reported

Number of material privacy breaches reported to TBS	0
Number of material privacy breaches reported to OPC	0

11.2 Non-Material Privacy Breaches

Number of non-material privacy breaches	4
---	---

Section 12: Resources Related to the Privacy Act

12.1 Allocated Costs

Expenditures	Amount
Salaries	\$44,172
Overtime	\$0
Goods and Services	\$39,984
• Professional services contracts	\$39,984
• Other	\$0
Total	\$84,156

12.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Privacy Activities
Full-time employees	0.500
Part-time and casual employees	0.000
Regional staff	0.000
Consultants and agency personnel	0.000
Students	0.000
Total	0.500

Note: Enter values to three decimal places.



Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels

Nom de l'institution: Régie de l'énergie du Canada

Période d'établissement de rapport : 4/1/2024 au 3/31/2025

Section 1 – Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

1.1 Nombre de demandes reçues

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		6
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		1
• En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	1	
• En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	0	
Total		7
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		4
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		3
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la Loi	0	
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la Loi	3	

1.2 Mode des demandes

Mode	Nombre des demandes
En ligne	6
Courriel	0
Poste	0
En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
Total	6

Section 3 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

3.1 Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement					
	0 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	1	2	0	0	1
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Total	0	1	2	0	0	1
						4

3.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
18(2)	0	22(1)a(i)	0	23a)	0
19(1)a)	0	22(1)a(ii)	0	23b)	0
19(1)b)	0	22(1)a(iii)	0	24a)	0
19(1)c)	0	22(1)b)	1	24b)	0
19(1)d)	0	22(1)c)	0	25	0
19(1)e)	1	22(2)	0	26	3
19(1)f)	1	22.1	0	27	1
20	0	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
		22.4	0		

3.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
69(1)a)	0	70(1)	0	70(1)d)	0
69(1)b)	0	70(1)a)	0	70(1)e)	0
69.1	0	70(1)b)	0	70(1)f)	0
		70(1)c)	0	70.1	0

3.4 Format des documents communiqués

Papier	Électronique				Autres
	Document électronique	Ensemble de données	Vidéo	Audio	
1	3	0	0	0	0

3.5 Complexité

3.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier, document électronique et ensemble de données

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
1165	779	4

3.5.2 Pages pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier, document électronique et ensemble de données par disposition des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		100 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	1	5	2	468	1	692	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1	5	2	468	1	692	0	0	0	0

3.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

3.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par dispositions des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

3.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par dispositions des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.7 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Renseignements entremêlés	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	2	1	1	4
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	0	2	1	1	4

3.6 Demandes fermées

3.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi

Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi	3
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la Loi (%)	75

3.7 Présomptions de refus

3.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la Loi

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement /Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
1	1	0	0	0

3.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi (y compris toute prolongation prise)

Nombre de jours au-delà des délais prévus par la Loi	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où aucune prolongation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où une prolongation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	1	1
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	1	1

3.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4 – Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

Alinea 8(2)e)	Alinea 8(2)m)	Paragraphe 8(5)	Total
0	0	0	0

Section 5 – Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

Disposition des demandes de correction reçues		Nombre
Mentions annexées		0
Demandes de correction acceptées		0
Total		0

Section 6 – Prorogations

6.1 Motifs des prorogations

	15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution				15a)(ii) Consultation			15b) Traduction ou cas de transfert sur support de substitution
	Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions	Grand nombre de pages	Grand volume de demandes	Les documents sont difficiles à obtenir	Document confidentiels du Cabinet (article 70)	Externe	Interne	
Nombre de prorogations prises	2	1	0	0	0	0	0	0
3								

6.2 Durée des prorogations

	15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution				15a)(ii) Consultation			15b) Traduction ou cas de transfert sur support de substitution
	Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions	Grand nombre de pages	Grand volume de demandes	Les documents sont difficiles à obtenir	Document confidentiels du Cabinet (article 70)	Externe	Interne	
Durée des prorogations	0	0	0	0	0	0	0	0
1 à 15 jours	2	1	0	0	0	0	0	0
16 à 30 jours								
Plus de 31 jours								
Total	2	1	0	0	0	0	0	0

Section 8 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les documents confidentiels du Cabinet

8.1 Demandes auprès des services juridiques

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 100 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

8.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 100 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 9 – Avis de plaintes et d'enquêtes reçus

Article 31	Article 33	Article 35	Recours judiciaire	Total
0	3	0	0	3

Section 10 – Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) et des Fichiers de renseignements personnels (FRP)

10.1 Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

Nombre d'ÉFVP terminées	0
Nombre d'ÉFVP modifiées	0

10.2 Fichiers de renseignements personnels spécifiques à l'institution et centraux

Fichiers de renseignements personnels	Actifs	Créés	Supprimés	Modifiés
Spécifiques à l'institution	2	0	0	0
Centraux	0	0	0	0
Total	2	0	0	0

Section 11 – Atteintes à la vie privée

11.1 Atteintes substantielles à la vie privée signalée

Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au SCT	0
Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au CPVP	0

11.2 Atteintes à la vie privée signalée non-substantielles

Nombre d'atteintes à la vie privée non-substantielles	4
---	---

Section 12 – Ressources liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels

12.1 Coûts répartis

Dépenses	Montant
Salaires	\$44,172
Heures supplémentaires	\$0
Biens et services	\$39,984
• Contrats de services professionnels	\$39,984
• Autres	\$0
Total	\$84,156

12.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels
Employés à temps plein	0.500
Employés à temps partiel et occasionnels	0.000
Employés régionaux	0.000
Experts-consults et personnel d'agence	0.000
Étudiants	0.000
Total	0.500

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.

Supplemental Statistical Report on the Access to Information Act and the Privacy Act

Name of institution:

Canada Energy Regulator

Reporting period:

2024-04-01to2025-03-31

Section 1: Requests Carried Over and Active Complaints Under the Access to Information Act

1.1 Requests carried over to next reporting period, broken down by reporting period received

Reporting Period Requests Carried Over Were Received	Requests Carried Over that are Within Legislated Timelines as of March 31, 2025	Requests Carried Over that are Beyond Legislated Timelines as of March 31, 2025	Total
Received in 2024-25	4	2	6
Received in 2023-24	0	23	23
Received in 2022-23	0	1	1
Received in 2021-22	0	1	1
Received in 2020-21	0	0	0
Received in 2019-20	0	2	2
Received in 2018-19	0	0	0
Received in 2017-18	0	0	0
Received in 2016-17	0	0	0
Received in 2015-16 or earlier	0	0	0
Total	4	29	33

Row 11, Col. 3 of Section 1.1 must equal Row 7, Col. 1 of Section 1.1 of the 2024-25 Statistical Report on the Access to Information Act

1.2 Active complaints with the Information Commissioner of Canada, broken down by reporting period received

Reporting Period Active Complaints Were Received by Institution	Number of Active Complaints
Received in 2024-25	1
Received in 2023-24	1
Received in 2022-23	0
Received in 2021-22	0
Received in 2020-21	0
Received in 2019-20	0
Received in 2018-19	0
Received in 2017-18	0
Received in 2016-17	0
Received in 2015-16 or earlier	0
Total	2

Section 2: Requests Carried Over and Active Complaints Under the Privacy Act

2.1 Requests carried over to next reporting period, broken down by reporting period received

Reporting Period Requests Carried Over Were Received	Requests Carried Over that are <i>Within</i> Legislated Timelines as of March 31, 2025	Requests Carried Over that are <i>Beyond</i> Legislated Timelines as of March 31, 2025	Total
Received in 2024-25	0	3	3
Received in 2023-24	0	0	0
Received in 2022-23	0	0	0
Received in 2021-22	0	0	0
Received in 2020-21	0	0	0
Received in 2019-20	0	0	0
Received in 2018-19	0	0	0
Received in 2017-18	0	0	0
Received in 2016-17	0	0	0
Received in 2015-16 or earlier	0	0	0
Total	0	3	3

Row 11, Col. 3 of Section 2.1 must equal Row 7, Col. 1 of Section 1.1 of the
2024-25 Statistical Report on the Privacy Act

2.2 Active complaints with the Privacy Commissioner of Canada, broken down by reporting period received

Reporting Period Active Complaints Were Received by Institution	Number of Active Complaints
Received in 2024-25	0
Received in 2023-24	0
Received in 2022-23	0
Received in 2021-22	0
Received in 2020-21	0
Received in 2019-20	0
Received in 2018-19	0
Received in 2017-18	0
Received in 2016-17	0
Received in 2015-16 or earlier	0
Total	0

Section 3: Social Insurance Number

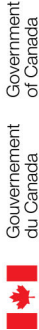
Has your institution begun a new collection or a new consistent use of the SIN in 2024-25?	No
--	----

Section 4: Universal Access under the Privacy Act

How many requests were received from foreign nationals outside of Canada in 2024-25?	0
--	---

Row 1, Col. 1 of Section 4 must be equal to or less than Row 1, Col. 1 of Section 1.1 of the 2024-25 Statistical Report on the *Privacy Act*





Rapport statistique supplémentaire sur la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels

Nom de l'institution : Régie de l'énergie du Canada

Période d'établissement de rapport : 2024-04-01 au 2025-03-31

Section 1 : Demandes reportées et plaintes actives en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

1.1 Demandes reportées à la prochaine période d'établissement de rapports, ventilées par période d'établissement de rapports reçue

Période d'établissement de rapports au cours de laquelle les demandes reportées ont été reçues	Demandes reportées dans les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2025	Demandes reportées dépassant les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2025	Total
Reçues en 2024-2025	4	2	6
Reçues en 2023-2024	0	23	23
Reçues en 2022-2023	0	1	1
Reçues en 2021-2022	0	1	1
Reçues en 2020-2021	0	0	0
Reçues en 2019-2020	0	2	2
Reçues en 2018-2019	0	0	0
Reçues en 2017-2018	0	0	0
Reçues en 2016-2017	0	0	0
Reçues en 2015-2016 ou plus tôt	0	0	0
Total	4	29	33

Rangée 11, col. 3 de la section 1.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information 2024-2025

1.2 Plaintes actives auprès du Commissaire à l'information du Canada, ventilées par période d'établissement de rapports reçue

Période d'établissement de rapports au cours de laquelle les plaintes actives ont été reçues par l'institution	Nombre de plaintes actives
Reçues en 2024-2025	1
Reçues en 2023-2024	1
Reçues en 2022-2023	0
Reçues en 2021-2022	0
Reçues en 2020-2021	0
Reçues en 2019-2020	0
Reçues en 2018-2019	0
Reçues en 2017-2018	0
Reçues en 2016-2017	0
Reçues en 2015-2016 ou plus tôt	0
Total	2

Section 2 : Demandes reportées et plaintes actives en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

2.1 Demandes reportées à la prochaine période d'établissement de rapports, ventilées par période d'établissement de rapports reçue

Période d'établissement de rapports au cours de laquelle les demandes reportées ont été reçues	Demandes reportées dans les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2025	Demandes reportées dépassant les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2025	Total
Reçues en 2024-2025	0	3	3
Reçues en 2023-2024	0	0	0
Reçues en 2022-2023	0	0	0
Reçues en 2021-2022	0	0	0
Reçues en 2020-2021	0	0	0
Reçues en 2019-2020	0	0	0
Reçues en 2018-2019	0	0	0
Reçues en 2017-2018	0	0	0
Reçues en 2016-2017	0	0	0
Reçues en 2015-2016 ou plus tôt	0	0	0
Total	0	3	3

Rangée 11, col. 3 de la section 2.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels 2024-2025

2.2 Plaintes actives auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada, ventilées par période d'établissement de rapports reçue

Période d'établissement de rapports au cours de laquelle les plaintes actives ont été reçues par l'institution	Nombre de plaintes actives
Reçues en 2024-2025	0
Reçues en 2023-2024	0
Reçues en 2022-2023	0
Reçues en 2021-2022	0
Reçues en 2020-2021	0
Reçues en 2019-2020	0
Reçues en 2018-2019	0
Reçues en 2017-2018	0
Reçues en 2016-2017	0
Reçues en 2015-2016 ou plus tôt	0
Total	0

Section 3: Numéro d'assurance social

Votre institution a-t-elle commencé une nouvelle collecte ou une nouvelle utilisation cohérente du NAS en 2024-2025?	Non
--	-----

Section 4: Accès universel sous la Loi sur la protection des renseignements personnels

Combien de demandes ont été reçues de la part de ressortissants étrangers en dehors du Canada en 2024-2025?	0
---	---

Rangée 1, col. 1 de la section 4 doit être égale ou inférieure à la rangée 1, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique
Loi sur la protection des renseignements personnels 2024-2025



Annex B Delegation Order

Annexe B Ordonnance de délégation



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

Delegation of Authority pursuant to the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*

I, the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator, pursuant to subsection 95(1) of the *Access to Information Act*¹ and subsection 73(1) of the *Privacy Act*², hereby designate the persons holding the positions set out in the Delegation of Authority Schedule attached hereto, or the persons occupying those positions on an acting basis, to exercise the powers, duties and functions of the Chief Executive Officer of the Canada Energy Regulator under the provisions of the Acts and related regulations set out in the schedule opposite each position. This designation supersedes all previous delegation orders.

Dated at the City of Calgary, in the Province of Alberta, this 31st day of July 2023.

Tracy Sletto
Chief Executive Officer

¹ R.S.C. 1985, c A-1

² R.S.C. 1985, c P-21

Delegation of Authority Schedule

Position	<i>Access to Information Act (ATIA) and Regulations</i>	<i>Privacy Act and Regulations</i>
Vice-President, Data and Information Management	Full authority	Full authority
Vice-President, People and Workforce	Full authority	Full authority
Vice-President, Secretary of the Commission	Full authority	Full authority
Vice-President, Communications and Engagement	Full authority	Full authority
Director, Open Government	Full authority	Full authority
Group Leader, ATIP	Subsections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) of the ATIA	Section 15 of the PA



Canada Energy
Regulator

Régie de l'énergie
du Canada

Office of the Chief
Executive Officer

Bureau de la présidente-
directrice générale

Suite 210
517 Tenth Avenue SW
Calgary, Alberta
T2R 0A8

517, Dixième Avenue S.-O.
bureau 210
Calgary (Alberta)
T2R 0A8

**Délégation des pouvoirs en vertu de
la *Loi sur l'accès à l'information* et de
la *Loi sur la protection des renseignements personnels***

En ma qualité de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, en vertu de l'article 95(1) de la *Loi sur l'accès à l'information*¹ et de l'article 73(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*², je délègue par la présente aux titulaires des postes énoncés à l'annexe de délégation de pouvoirs ci-jointe ou aux personnes occupant les dits postes à titre intérimaire, les attributions dont je suis investie, à titre de Présidente – directrice générale de la Régie de l'énergie du Canada, aux termes des dispositions des lois et des règlements connexes mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace toute ordonnance de délégation de pouvoirs antérieure.

Fait à Calgary, en Alberta, le 31 juillet 2023.

Tracy Sletto
Présidente – directrice générale

¹ L.R.C. (1985), ch. A-1

² L.R.C. (1985), ch. P-21

Annexe de délégation de pouvoirs

Poste	Loi sur l'accès à l'information (LAI) et règlements	Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements
Vice-président, gestion des données et de l'information	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président, personnel et de soutien aux effectifs	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président et secrétaire de la Commission	Autorité absolue	Autorité absolue
Vice-président, communications et de la mobilisation	Autorité absolue	Autorité absolue
Directeur, Gouvernement ouvert	Autorité absolue	Autorité absolue
Chef de groupe, gestion des données et de l'information	Sous-sections 4(2.1), 8(1), 9, 11(2), 12(2) & (3) de LAI	Section 15 de LPRP